



Le procès de Julian Assange

Les avocats de l'éditeur de WikiLeaks - dans une dernière tentative mardi pour empêcher son extradition - se sont courageusement battus pour ouvrir des brèches dans le dossier de l'accusation afin d'obtenir un appel.

Par [Chris Hedges](#)

Mondialisation.ca, 22 février 2024

[Consortium News](#) 21 février 2024

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

La CIA est le moteur de l'extradition, et veut faire payer cher ses révélations à Julian. Schulte, qui a divulgué Vault 7, a été condamné à 40 ans de prison. Julian, s'il est extradé, est le suivant.

*

Dans l'après-midi de mardi, la liaison vidéo, qui aurait permis à Julian Assange de suivre son dernier appel au Royaume-Uni pour empêcher son extradition, a été désactivée. Selon ses avocats, Julian était trop affaibli pour assister à l'audience, même pour suivre les débats par liaison vidéo, même s'il se peut qu'il n'ait plus envie d'assister à un nouveau lynchage judiciaire.

L'écran rectangulaire, coincé sous les barres noires de fer forgé autour du balcon dans l'angle supérieur gauche de la salle d'audience où Julian aurait été mis en cage en tant qu'accusé, était peut-être une métaphore de la vacuité de cette pantomime judiciaire longue et alambiquée.

Les règles de procédure obscures - les avocats dans leurs perruques et robes blondes bouclées, la figure spectrale des deux juges regardant la cour depuis leur estrade surélevée dans leurs perruques grises et leurs cols blancs fourchus, les murs en lambris de noyer patiné, les rangées de fenêtres en ogive, les étagères de part et d'autre pleines à craquer d'ouvrages de droit en bruns, verts, rouges, pourpres, cramoisis, noirs et bleus... Les avocats de la défense, Edward Fitzgerald KC et Mark Summers KC, s'adressant aux deux juges, Dame Victoria Sharp et le juge Johnson, donnant du "your lady" et "my lord", étaient autant d'accessoires victoriens poussiéreux utilisés dans le cadre d'un procès spectacle anglo-américain moderne.

[Lire aussi : [Cette juge nommée par les conservateurs qui tient la vie de Julian Assange entre ses mains](#)].

C'était le signe avant-coureur d'un système judiciaire décrépit qui, asservi au pouvoir de l'État et des entreprises, est conçu pour nous priver de nos droits par décision judiciaire.

La désintégration physique et psychologique de Julian, enfermé pendant sept ans dans l'ambassade d'Équateur à Londres et détenu pendant près de cinq ans dans la prison de haute sécurité de Belmarsh, a toujours été l'objectif, ce que Nils Melzer, ancien rapporteur

spécial des Nations unies sur la torture, appelle sa *“lente mise à mort”*.

Les dirigeants politiques et leurs antennes dans les médias s’empressent de dénoncer le traitement infligé à Alexei Navalny, mais ne disent pas grand-chose lorsque nous faisons de même avec Julian.

La farce juridique se poursuit comme l’interminable affaire Jarndyce et Jarndyce dans le roman [La Maison d’Âpre-Vent](#) de Charles Dickens. Elle se poursuivra probablement pendant quelques mois encore – il ne faut pas s’attendre à ce que l’administration Biden ajoute l’extradition de Julian à tous ses autres déboires politiques. Il faudra peut-être des mois pour rendre une décision ou faire droit à une ou deux demandes d’appel, alors que Julian continue de dépérir dans la prison de Belmarsh.

La bataille juridique de Julian, qui dure depuis près de 15 ans, a commencé en 2010 lorsque WikiLeaks a publié des dossiers militaires classifiés concernant les guerres en [Irak](#) et en [Afghanistan](#), notamment des images montrant un hélicoptère américain [abattant des civils](#), dont deux journalistes de l’agence Reuters à Bagdad.

Il s’est réfugié à l’ambassade de l’Équateur à Londres, avant d’être arrêté par la police métropolitaine en 2019, autorisée par l’ambassade de l’Équateur à entrer et à le séquestrer. Il est détenu depuis près de cinq ans à la prison royale de Belmarsh.

Julian n’a pas commis de crime. Il n’a pas joué le rôle d’espion. Il n’a pas volé de documents classifiés. Il a fait ce que nous faisons tous, mais d’une manière bien plus conséquente. Il a publié un grand nombre de documents qui lui ont été transmis par [Chelsea Manning](#) qui dénoncent les [crimes de guerre](#), les [mensonges](#), la [corruption](#), la [torture](#) et les [assassinats](#) perpétrés par les États-Unis. Il a levé le voile sur la machinerie meurtrière de l’empire américain.



Priti Patel, alors ministre de l'intérieur, lors d'une cérémonie de remise de diplômes de police à Londres, en octobre 2020. (Pippa Fowles / No 10 Downing)

Cette audience de deux jours est [la dernière chance](#) pour Julian de faire appel de la décision d'extradition prise en 2022 par Priti Patel, alors ministre britannique de l'intérieur. Mercredi, l'accusation a présenté ses arguments. Si l'appel lui est refusé, il peut demander à la Cour européenne des droits de l'homme ([CEDH](#)) un sursis d'exécution [en vertu de l'article 39](#), qui n'est accordé que dans des "circonstances exceptionnelles" et « seulement lorsqu'il existe un risque imminent de préjudice irréparable ».

Mais le tribunal britannique peut ordonner l'extradition immédiate de Julian avant l'instruction au titre de l'article 39 ou décider d'ignorer une demande de la Cour européenne des droits de l'homme pour permettre à Julian de faire entendre sa cause devant la Cour.

En janvier 2021, la juge de district Vanessa Baraitser, de la Westminster Magistrates' Court, a [refusé](#) d'autoriser la demande d'extradition. Dans sa [décision](#) de 132 pages, elle a estimé qu'il existait un "risque substantiel" que Julian se suicide, en raison de la rigueur des conditions qu'il [endurerait](#) dans le système pénitentiaire américain.

Dans le même temps, elle a reconnu que toutes les accusations portées par les États-Unis à l'encontre de Julian avaient été déposées de bonne foi. Elle a rejeté les arguments selon lesquels l'affaire était motivée par des considérations politiques, qu'il ne bénéficierait pas d'un procès équitable aux États-Unis et que les poursuites engagées contre lui constituaient une atteinte à la liberté de la presse.

L'appel des États-Unis qui offre des "garanties"

La décision de Baraitser a été [annulée](#) après que le gouvernement américain a fait [appel](#)

auprès de la High Court de Londres. Bien que la High Court ait [accepté](#) les conclusions de Baraitser concernant le *“risque substantiel”* de suicide de Julian s’il était soumis à certaines conditions dans une prison américaine, elle a également [accepté](#) quatre [garanties](#) contenues dans la note diplomatique américaine n° 74, remise à la Cour en février 2021, qui promettaient que Julian serait bien traité.

Les *“garanties”* stipulent que Julian ne fera pas l’objet de mesures administratives spéciales. Elles promettent que Julian, citoyen australien, pourra purger sa peine en Australie si le gouvernement australien demande son extradition.

Elles promettent qu’il recevra des soins cliniques et psychologiques adéquats. Ils promettent que, avant et après le procès, Julian ne sera pas détenu au [Centre de détention administrative maximale](#) de Florence, au Colorado.

La défense doit convaincre les deux juges que le juge de district a commis de graves erreurs juridiques pour que l’appel soit accordé.

Elle a fait valoir que l’espionnage est, en droit, un délit politique et que le traité d’extradition avec les États-Unis interdit l’extradition pour des délits politiques. Ils ont mis l’accent sur les nombreuses lois britanniques, le droit coutumier et le droit international qui définissent l’espionnage comme un *“pur délit politique”* parce qu’il est mené contre l’appareil d’État.

Pour cette raison, les personnes accusées d’espionnage devraient être protégées de l’extradition.

Les avocats ont passé beaucoup de temps à statuer sur le cas de Chelsea Manning pour justifier sa fuite de documents exposant des crimes de guerre comme étant dans l’intérêt public, puis à soutenir que s’il était justifié qu’elle divulgue les documents, il est justifié que Julian les publie.

Au fil de la journée, il est apparu clairement que les deux juges ne connaissaient pas bien l’affaire, demandant constamment des explications et se disant surpris que des hauts fonctionnaires américains, comme Mike Pompeo lorsqu’il était à la tête de la C.I.A., aient déclaré que Julian ne serait pas protégé par le Premier Amendement dans un tribunal américain parce qu’il n’était pas un citoyen.

Les avocats de Julian ont évoqué des affaires d’espionnage passées, comme celle de l’agent du MI5 [David Shayler](#), [poursuivi](#) en vertu de la loi de 1989 sur les secrets officiels pour avoir [transmis](#) des documents secrets au *Mail on Sunday* en 1997 - qui comprenaient les noms d’agents.

Il a également révélé que le MI5 (le service de renseignement intérieur britannique) conservait des dossiers sur des personnalités politiques de premier plan, y compris des ministres travaillistes, et que le MI6 (le service de renseignement extérieur britannique) était impliqué dans un complot visant à assassiner le dirigeant libyen, le colonel Mouammar Kadhafi. La demande d’extradition britannique a été rejetée par la Cour d’appel française au motif qu’il s’agissait d’un *“délit politique”*.



À l'extérieur de la Cour royale de justice lors du premier jour de l'audience de Julian Assange. (Joe Lauria)

Les 18 chefs d'accusation déposés contre Julian allèguent que son but était *“que les informations ainsi obtenues puissent être utilisées pour nuire aux États-Unis et avantager une nation étrangère”*.

L'audience a été, après celles de 2020 centrées sur la santé mentale et psychologique de Julian, vraiment novatrice dans la mesure où elle a abordé les crimes commis par les États-Unis et l'importance de les rendre publics.

Les deux juges ont rarement interrompu l'audience, contrairement à d'autres procédures judiciaires pour Julian auxquelles j'ai assisté, où le juge a souvent coupé court à la défense de manière arrogante. Peut-être le reflet du large soutien de l'opinion publique, y compris des principaux médias, qui se sont ralliés tardivement à Julian.

Des centaines de personnes se sont pressées à l'entrée de la Royal Courts of Justice, un vaste bâtiment victorien de pierre gothique orné de statues de Jésus, Moïse, Salomon et Alfred le Grand, les célèbres symboles de la tradition juridique anglaise, pour réclamer la liberté de Julian.

La séance de l'après-midi a été différente. À une demi-douzaine de reprises, les juges ont interrompu la défense pour demander en quoi les fuites, parce qu'elles n'étaient pas entièrement expurgées, avaient mis des vies en danger, bien que les États-Unis n'aient jamais été en mesure de fournir la preuve que quelqu'un avait perdu la vie à cause de ces fuites.

Ce bobard a longtemps été la croix sur laquelle les responsables américains ont cherché à crucifier Julian. Les deux juges – à se demander s'ils ont reçu des instructions pendant la pause déjeuner – ont lancé ces accusations aux avocats de la défense jusqu'à ce que nous levions la séance.

“Ces divulgations aveugles ont été condamnées par le Guardian et le New York Times”, a admonesté le juge Sharp à l’intention de l’équipe de la défense. “Elles auraient pu être faites différemment.”

Cette référence était d’autant plus flagrante que les documents non expurgés ont été [rendus publics](#) non pas par WikiLeaks ou Julian, mais par le site web *Cryptome*, après que des journalistes du *Guardian* eurent [imprimé](#) le mot de passe des documents non expurgés dans leur livre.

La demande d’extradition suite à la publication de Vault 7



Dans le hall d’entrée de la C.I.A., Langley, Virginie. (C.I.A., Wikimedia Commons, Domaine public)

Les États-Unis demandent officiellement l’extradition de Julian, qui risque jusqu’à 175 ans de prison, pour la publication en 2010 des journaux de guerre d’Irak et d’Afghanistan et des [câbles diplomatiques](#) américains.

Mais les États-Unis n’ont demandé son extradition qu’après la [publication](#), en mars 2017, des fichiers connus sous le nom de *Vault 7*, qui [décrivent](#) comment la C.I.A. pouvait pirater les smartphones Apple et Android et transformer les téléviseurs connectés à Internet – même lorsqu’ils étaient éteints – en dispositifs d’écoute.

Joshua Schulte, ancien employé de la CIA, a été [reconnu coupable](#) l’année dernière de quatre chefs d’accusation pour espionnage et piratage informatique et d’un chef d’accusation pour avoir menti à des agents du FBI après avoir transmis des documents classifiés à WikiLeaks. Il a été [condamné](#) à une peine de 40 ans de prison en février.

Après la publication de *Vault 7*, Mike Pompeo, alors directeur de la CIA, a qualifié WikiLeaks de “*service de renseignement hostile non étatique*”.

Le procureur général de l'époque, Jeff Sessions, a [déclaré](#) que l'arrestation de Julian était une priorité. En août, le Sénat américain a adopté un projet de loi de 78 pages sur le financement du renseignement, qui [comprend](#) une phrase déclarant [que](#)

“le Congrès estime que WikiLeaks et ses dirigeants semble être un service de renseignement hostile non étatique souvent encouragé par des acteurs étatiques et que les États-Unis devraient les traiter comme tel.”

En mai 2019, l'administration Trump a [accusé](#) Julian de violation de l'Espionage Act et a demandé au Royaume-Uni de l'extrader pour qu'il soit jugé aux États-Unis. L'ancien président Donald Trump a qualifié les allégations contre Julian de trahison et a réclamé “*la peine de mort ou quelque chose d'approchant.*” D'autres hommes politiques, dont l'ancien candidat républicain à la présidence Mike Huckabee, ont également demandé l'exécution de Julian.

[Lire aussi : [Les « complots d'assassinat » contre Assange](#)]

Si Julian est extradé et inculqué pour la divulgation des documents de *Vault 7*, a déclaré M. Fitzgerald au tribunal,

“des charges supplémentaires pourraient être retenues contre lui, qui justifieraient la peine de mort pour avoir aidé et encouragé l'ennemi”.

Les États-Unis, a-t-il ajouté, en particulier si M. Trump est réélu à la présidence, pourraient facilement “*reformuler ces accusations en une infraction passible de la peine capitale*”.

M. Summers a évoqué la sollicitation par M. Trump d’“*options détaillées*” sur la manière d'assassiner Julian lorsqu'il se trouvait à l'ambassade d'Équateur.

“Des croquis ont même été dessinés”, a-t-il déclaré, ajoutant que “le complot s'est effondré lorsque les autorités britanniques ont reculé, notamment à cause d'une éventuelle fusillade dans les rues de Londres.”

“Les preuves démontrent que les États-Unis sont prêts à tout, y compris à abuser de leur propre système de justice pénale, pour maintenir l'impunité des responsables américains concernant les actes de torture et les crimes de guerre commis dans le cadre de leur tristement célèbre “guerre contre le terrorisme”, et pour supprimer les acteurs et les tribunaux désireux et prêts à tenter de demander des comptes pour ces crimes”, a-t-il ajouté.

Les avocats avaient raison. La C.I.A. est le moteur de l'extradition. La fuite a été particulièrement embarrassante et très préjudiciable à la C.I.A.. La C.I.A. a l'intention de faire payer cher ses révélations à Julian. Schulte, qui a divulgué *Vault 7*, a été condamné à une peine de 40 ans de prison. Julian, s'il est extradé, sera le suivant.

Chris Hedges

Article original en anglais : Julian Assange's Day in Court

<https://scheerpost.com/2024/02/21/chris-hedges-julian-assanges-day-in-court/>

et <https://consortiumnews.com/2024/02/21/chris-hedges-julian-assanges-day-in-court/>

Image en vedette : And Our Flags Are Still There - Mr. Fish (Et nos drapeaux sont toujours là - Par M. Fish)

Traduction : [Spirit of Free Speech](#)

*

Chris Hedges est un journaliste lauréat du prix Pulitzer qui a été correspondant à l'étranger pendant 15 ans pour le New York Times, où il a été chef du bureau du Moyen-Orient et chef du bureau des Balkans. Auparavant, il a travaillé à l'étranger pour The Dallas Morning News, The Christian Science Monitor et NPR. Il est l'animateur de l'émission « The Chris Hedges Report ».

La source originale de cet article est [Consortium News](#)

Copyright © [Chris Hedges](#), [Consortium News](#), 2024

Articles Par : [Chris Hedges](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca